

## PROGRAMME DE TRAVAIL 2015

Représentant près de 840 000 entreprises, la CCI de Paris Ile-de-France est animée par 98 élus chefs d'entreprise bénévoles. Ses missions : former les hommes et les femmes dans ses écoles (HEC, ESCP Europe, ESSEC, Les Gobelins, Ferrandi...), accompagner le développement des entreprises et des territoires, accroître l'attractivité et le rayonnement international de la Région capitale grâce à notamment à ses centres de congrès et d'exposition (Palais des congrès de la Porte Maillot, Parc international d'expositions de Paris Nord Villepinte...) et promouvoir les intérêts des entreprises auprès des pouvoirs publics.

En s'appuyant sur ses élus chefs d'entreprise, réunis en commissions spécialisées, sur ses experts et sur ses centres d'études et de recherche (CROCIS, OCED, CREDA, IRPI), la CCI Paris Ile-de-France produit et publie chaque année plus de 60 rapports, études et avis dans les domaines intéressant directement la vie des entreprises : la compétitivité, les mutations économiques, les politiques publiques et l'attractivité de la Région capitale.

L'ensemble de ces travaux est diffusé aux pouvoirs publics nationaux et européens et aux acteurs économiques.

## LES RAPPORTS ET PRISES DE POSITION

### 1. POUR UNE COMPETITIVITE RENFORCEE

#### PROJET DE LOI MACRON ACTIVITE ET CROISSANCE

Le projet de loi comporte trois objectifs : 1) Libérer l'activité 2) Stimuler l'innovation et l'investissement et 3) Développer l'emploi et le dialogue social.

— Principales thématiques

- . Emploi, Epargne salariale
- . Urbanisme commercial, Interventions de l'Autorité de la concurrence
- . Travail dominical
- . Réforme des professions réglementées, Avocat en entreprise
- . Procédures collectives
- . Simplification PME / TPE

— Calendrier : Janvier 2015 (adopté le 18/12/2014)

Au-delà de la réaction au projet de loi lui-même, les nombreuses ordonnances auxquelles il renvoie appelleront au cours de l'année 2015 une mission consultative de réactivité.

— Transversalité : Droit de l'entreprise, Emploi et travail, Commerce, Economie et croissance, Développement économique régional

#### MAINTENIR A PARIS UNE PLACE FINANCIERE D'ENVERGURE MONDIALE

L'attrition continue de la place financière parisienne menace d'ores et déjà le statut de métropole mondiale de la région Capitale et, à terme, l'ancrage territorial des grands groupes mondialisés français. Le rapport apportera une vision d'entreprises sur une thématique généralement capturée par les intérêts des acteurs financiers de la Place.

— Principales thématiques

- . Attractivité économique
- . Le marché des brevets

— Calendrier : 2<sup>ème</sup> trimestre 2015

— Transversalité : Economie et Croissance, Droit de l'Entreprise, Développement économique régional, en lien avec le CREDA et l'IRPI.

## **FLUIDIFIER LE MARCHÉ DU TRAVAIL**

La relance de l'activité et de la croissance appelle des réformes structurelles du marché du travail afin d'en accroître la fluidité, aussi bien en termes de réglementation (droit du licenciement, contrat de travail unique, allègement du code du travail), que de gestion des compétences (employabilité)

### — Principales thématiques :

- . Pour un code du travail allégé (relations individuelles)  
Évolution du contrat de travail : faut-il aller vers un contrat de travail unique ?  
Flexisécurité : droit du licenciement et régime d'assurance chômage
- . Employabilité : faire de l'employabilité une stratégie partagée
- . Le paradoxe des emplois non pourvus

### — Calendrier : 2<sup>ème</sup> semestre 2015

— Transversalité : Emploi et Travail, Économie et Croissance, Ecoles-enseignement et formation, Appui aux entreprises

— Partenariat (sur l'employabilité) : les Ateliers de la convergence et l'Association Alliance.

## **RESTAURER LES LEVIERS DE L'ATTRACTIVITE FRANÇAISE (ECONOMIQUES ET FISCAUX)**

Fiscalité du capital : les mesures du paquet fiscal 2012-2014 ont encore accru l'anomalie que constitue la fiscalité du capital en France. Au niveau des tranches intermédiaires d'imposition des revenus et du capital, le taux de prélèvement marginal sur le revenu résultant d'un effort d'investissement est actuellement supérieur à 100 % alors que le même taux est de l'ordre de 30 % dans les autres pays. Il y a de réels blocages à l'effort de capitalisation, nécessaire pour stimuler la croissance française.

### — Principales thématiques

- . Fiscalité du capital
- . Fiscalité des dirigeants et impact de l'impôt sur la fortune pour les PME
- . Effort et capacité d'investissement

### — Calendrier : 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

— Transversalité : Fiscalité des Entreprises, Droit de l'entreprise

## **AMELIORER L'ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET REGLEMENTAIRE DES ENTREPRISES**

L'environnement juridique des entreprises est en perpétuelle densification alors même que les appels à la simplification se font de plus en plus pressants. Il s'agit donc véritablement de mettre en œuvre cet objectif de simplification. Concrètement, il conviendra de répondre aux différentes sollicitations des pouvoirs publics en ce domaine.

### — Principales thématiques

- . Rationalisation des petites taxes
- . Révision des valeurs locatives pour 2016
- . Droit des sociétés, droit des contrats

### — Calendrier

- . Janvier 2015 (projet de loi Macron – rapport adopté le 18/12/2014)
- . Réactivité à prévoir en particulier sur les ordonnances à venir

— Transversalité : Droit de l'Entreprise, Emploi et Travail, Fiscalité des entreprises, Appui aux entreprises

## **COMMERCE DE CENTRALITES : LEVER LES FREINS A SON DEVELOPPEMENT**

Les défis sont particulièrement prégnants pour le commerce de centralités. Son adaptation aux mutations contemporaines exige que les législations prennent en compte ses spécificités et économiques, juridiques, sociologiques... face aux grandes mutations et qu'ensuite, il soit accompagné par des actions d'appui.

### — Principales thématiques

- . les outils de gouvernance des politiques publiques : jeu des acteurs, implication des collectivités territoriales, développement des linéaires commerciaux, contrat de revitalisation commerciale et droit de préemption ; maîtrise des implantations périphériques ; commerces dans et autour des gares... ;

- . les outils financiers : FISAC et appels à projet, fonds européens... ;
- . les bonnes pratiques à développer : conciergeries, consommation des produits locaux, managers du commerce, implications des unions commerciales... ;
- . les outils logistiques : politique du dernier kilomètre (livraisons au point final en véhicules propres, aires de livraisons, relais...)...

— Calendrier : 2<sup>nd</sup> semestre 2015

— Transversalité : Commerce, Appui aux entreprises, ESCP Europe, Institut Français de la Mode-IFM, Fédérations professionnelles

### **POUR UN CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE FAVORABLE AUX PME ET A L'INNOVATION**

Si les PME sont de plus en plus des acteurs incontournables de la commande publique, un secteur leur reste encore difficile à pénétrer, celui des partenariats public-privé (PPP) qui sont l'apanage des grandes entreprises, les PME étant reléguées au rang de sous-traitants.

— Principales thématiques

- . Un projet d'ordonnance est soumis à consultation pour moderniser les règles de la commande publique et aboutir à un code traitant de l'ensemble des contrats publics (marchés publics, concessions, partenariats public-privé- PPP). Au-delà de l'ordonnance, c'est l'occasion pour la CCIR de plaider en faveur de dispositions favorables à l'accès des PME à ces contrats, notamment des PPP où elles sont pour l'instant reléguées au rang de sous-traitant parfois même de second rang. Or, comme les marchés publics, ces contrats de partenariat ont une composante majeure en termes d'innovation, les pouvoirs adjudicateurs attendant de leur contractant des concepts novateurs et économiquement rentables. Un défi à relever pour les PME innovantes !"

— Calendrier : Janvier 2015 (adopté le 29/01/2015)

### **LE TRAITEMENT DES DIFFICULTES DES ENTREPRISES**

En période de crise, il convient d'améliorer encore la prévention et le traitement des difficultés des entreprises. C'est une des préoccupations constante des pouvoirs publics qu'il faut en tant que représentant des entrepreneurs accompagner. Au-delà, la question se pose d'adapter la justice commerciale à ces problématiques.

— Principales thématiques

- . Détection et traitement en amont des difficultés financières des entreprises ;
- . Adapter l'efficacité des garanties (cautionnement, gage, crédit-bail)
- . Réforme de la justice commerciale

— Calendrier

- . Janvier 2015 (projet de loi Macron – rapport adopté le 18/12/2014)
- . Réactivité à prévoir sur le futur projet de loi Taubira et ordonnances à suivre.

— Transversalité : Droit de l'Entreprise, Economie et Croissance, OCED, Appui aux entreprises, Ecoles-enseignement et formation

### **FAVORISER LA REUSSITE DES TRANSMISSIONS DES ENTREPRISES : REGLEMENTATION A ADAPTER ET OUTILS A METTRE EN PLACE**

Face à la prévision économique d'une prochaine vague de cessation d'activité en particulier dans le domaine du commerce, un état des lieux de la législation applicable en matière de transmission, des outils pratiques et des réseaux existants s'impose pour maximiser les chances de réussite des transmissions à venir.

— Principales thématiques

- . Droit des affaires
- . Economie et Fiscalité
- . Enjeux pour le territoire francilien

— Calendrier : 2<sup>nd</sup> semestre 2015

— Transversalité : Droit de l'Entreprise, Economie et Croissance, Fiscalité des Entreprises, Appui aux entreprise

## 2. POUR UNE POLITIQUE REGIONALE EFFICACE ET PERTINENTE

*La Commission du développement économique régional s'est prononcée depuis ces dernières années sur les enjeux majeurs de la région Ile-de-France en matière d'aménagement, de développement économique et de mobilité des personnes et des biens ou de gouvernance à travers ses travaux sur le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF), le Projet du Grand Paris et son réseau, les rapports sur le logement, les transports, le tourisme, le développement des territoires clés franciliens etc...*

*Ces travaux doivent être complétés par un état des lieux (diagnostic économique et territorial) qui posera les bases pour dresser un panorama prospectif de l'Ile-de-France et de ses territoires. D'autres « briques » sont nécessaires pour nourrir la vision qu'ont les entreprises de leur environnement immédiat et de son fonctionnement mais aussi de l'avenir de l'économie régionale. Elles portent particulièrement sur l'analyse de la fiscalité locale, l'évolution du foncier économique et de la logistique.*

### L'AVENIR DU TERRITOIRE FRANCILIEN : DIAGNOSTICS ET STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR LES TERRITOIRES

Si la CCI estime que le projet Grand Paris est un formidable catalyseur de croissance notamment grâce à l'effet de levier du réseau Grand Paris Express, c'est dans et par les territoires que la richesse émergera. Ce sont des écosystèmes qui doivent être favorables au développement des activités économiques : immobilier d'entreprise adapté aux standards internationaux, développement de synergies entre les acteurs pour faire aboutir des projets ambitieux, fiscalité n'alourdissant pas les capacités des entreprises, fertilisation croisée pour faciliter l'innovation... Tout cela doit être pensé de façon intégrée pour que les entreprises disposent d'un accès aisé à ce dont elles ont besoin pour se développer.

#### — Principales thématiques

- . Réponse aux enquêtes publiques sur les contrats de développement territorial
- . Développement des territoires stratégiques : La Défense, Grand Roissy, Aulnay, Triangle de Gonesse (Europa City), Saclay, Descartes, Orly Rungis
- . Attractivité fiscale des territoires et immobilier de bureaux
- . Diagnostics sectoriels, régional et territorial pour la métropole du Grand Paris

— Transversalité : Développement économique régional, Fiscalité, Appui aux entreprises, Ecoles-enseignement et formation, CROCIS

### LA MOBILITE : UN FACTEUR D'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE REGIONAL

Une mobilité des personnes et marchandises plus efficace passe par une mobilité qui fluidifie la chaîne des déplacements pour les rendre plus rapides, sûrs, simples et durables. Plusieurs volets à cette mobilité parmi lesquels la logistique tient une place centrale dans la vitalité et le bon fonctionnement de la région (et tout particulièrement du cœur d'agglomération). Pourtant la logistique est souvent perçue comme une activité générant des nuisances. Pour changer cette image, les besoins et attentes des entreprises seront valorisés et témoigneront de l'importance de cette activité qui passe par une meilleure coordination des acteurs privés et publics, une anticipation des réserves foncières, de nouveaux modes d'organisation en matière de livraison, etc... Les différentes dimensions des transports (Grand Paris Express, transports routiers...) et les améliorations technologiques permises par l'essor des smart cities seront aussi traités.

#### — Principales thématiques

- . Logistique du e-commerce (octobre 2015)
- . Grand Paris Express (enquêtes publiques par tronçons)
- . Transport routier et pollution atmosphérique
- . Smart cities : apports et opportunités pour les PME

— Transversalité : Développement économique régional, Appui aux entreprises, CROCIS

## LE FONCIER ECONOMIQUE : CONCILIER DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET REGULATION FONCIERE

La CCIR considère que les capacités nouvelles d'urbanisation prévues au SDRIF sont insuffisantes pour favoriser le développement économique régional et que des freins d'ordre fiscal ou réglementaire compromettent le maintien et l'implantation d'activités économiques en cœur d'agglomération. Avec l'arrivée du Grand Paris Express, le risque d'un renforcement de la concurrence et de la spéculation foncière existe au détriment du développement des entreprises.

### — Principales thématiques

- . Risque d'éviction des PME et ETI (notamment avec l'arrivée du GPE) (3<sup>ème</sup> trimestre 2015)
- . Evolution et spécificités des Zones d'Activités Economiques
- . Fiscalité de l'immobilier d'entreprise et du Grand Paris
- . Mixité des activités et projets urbains

— Transversalité : Développement économique régional, Appui aux entreprises, Ecoles-enseignement et formation, CROCIS

## 3. QUELLE VISION PROSPECTIVE POUR ACCOMPAGNER LES MUTATIONS CONTEMPORAINES ?

### COMPETITIVITE ENERGETIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans la perspective de la loi sur la transition énergétique et avant les choix publics en matière d'investissements énergétiques, le Rapport insistera sur l'importance des enjeux de compétitivité, sur la nécessité d'une approche par la demande (énergétique) plutôt qu'exclusivement basée sur l'offre, l'impératif d'une approche européenne.

— Calendrier : Janvier 2015 (adopté le 22/01/2015)

— Transversalité : Economie et Croissance, Développement économique régional, Commerce

### CLIMAT/ENERGIE : IMPLICATION POUR LES ENTREPRISES DE LA COP 21

#### — Principales thématiques

L'impact des politiques en matière de climat et d'énergie sur les PME (conférence CLIMAT/COP21) – étude partenariale avec le club des CCI métropolitaines européennes et ESPON

La tenue à Paris de la Conférence Climat 2015 offre l'occasion pour la Chambre d'être le porte-parole des entreprises sur le dossier essentiel de la transition énergétique. Comment faire passer nos économies à un stade décarbonné, pour réduire les risques de réchauffement climatique, tout en restant compétitive, tel sera l'enjeu du document politique à construire. Sa tonalité sera positive, avec la mise en évidence des opportunités à saisir, plutôt que sur les menaces et les risques. Outre la question de l'efficacité énergétique, le document intégrera les enjeux de l'économie circulaire et de la RSE.

— Calendrier : Juin 2015

— Transversalité : Economie et Croissance, Développement économique régional, Droit de l'Entreprise, Commerce

## LES ETUDES

---

### DIGITALISATION DES ENTREPRISES

Détermination des conditions et modalités de la digitalisation des entreprises, notamment des PME. Incorporation du Big data et des données personnelles. Poursuite des travaux du groupe de travail lancé le 1er décembre 2014. Rédaction d'un document de cadrage et d'une « doctrine » pour la Chambre ; Consolidation de l'expertise académique de nos écoles, de l'expertise académique générale et de celle de nos cabinets de conseil.

— Calendrier : 2<sup>ème</sup> trimestre 2015

### INNOVATION

Poursuite des travaux dans le prolongement du rapport « débrider l'innovation ». Combinaison Partenariat d'innovation / Commande publique - un lien sera fait avec le rapport de mission consultative préparée à ce sujet (voir I. 7).

Marché des brevets et propriété intellectuelle (avec l'IRPI)

Comment sortir du « couloir de la mort » lors de la phase de commercialisation ?

— Calendrier : 1<sup>er</sup> trimestre 2015

### IMPRESSION 3D (EN PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL GENERAL DE L'ARMEMENT)

L'impression 3D est décrite comme un facteur de transformation profonde de l'appareil productif. Jusqu'à quel point est-ce le cas ? Où en sont les technologies et jusqu'où peuvent-elles aller ?

Qu'en est-il des conséquences dans les industries de l'impression 3D, de l'armement, de l'aéronautique, de l'automobile, de l'électroménager, de l'ameublement, du textile, du médical (prothèses...), etc.

Quels enseignements en tirer pour la politique industrielle française ?

— Calendrier : 1<sup>er</sup> trimestre 2015

### INDUSTRIES CREATIVES (EN PARTENARIAT AVEC BPI FRANCE)

Les industries créatives représentent une part significative du PIB (de l'ordre de 10% au moins en Ile-de-France). Comment mieux les appréhender dans leur globalité et leur diversité ? Comment les accompagner ? Comment faire en sorte que les méthodes qu'elles développent puissent se décliner à l'économie dans son ensemble, en participant ainsi de sa premiumisation ?

— Calendrier : 2<sup>ème</sup> trimestre 2015

### CROISSANCE, EMPLOI ET COMPETENCES

Le fort taux de chômage que connaît la France interroge, notamment, l'appariement formation / attentes du marché du travail. La croissance et l'innovation supposent une évolution continue des compétences et des formations. Quelle politique pour la France, en vue de développer les compétences pour renouer avec la croissance, quelle place pour les entreprises ?

— Calendrier : 1<sup>er</sup> trimestre 2015

### CHAINES DE VALEUR MONDIALES : EVOLUTIONS ET ENJEUX POUR LA POLITIQUE INDUSTRIELLE ET D'ATTRACTIVITE FRANÇAISE

L'objectif de l'étude est d'analyser les évolutions prévisibles des chaînes de valeur mondiales notamment en matière industrielle à l'horizon de 10 ans et d'en inférer les conséquences pour les politiques publiques (attractivité du territoire, appui au développement international, politique industrielle, politique commerciale, regroupements inter-entreprises, relations donneur d'ordre/chef de file, etc.).

— Calendrier : 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

### SIMPLIFICATION FISCALE ET SOCIALE

Apporter des propositions visant à optimiser l'accomplissement des formalités déclaratives pour les entreprises en privilégiant une approche terrain et en capitalisant sur les auditions menées auprès de plusieurs entreprises (tailles et secteurs d'activité différents).

— Calendrier : 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

## ETUDE COMPARATIVE PARIS ILE-DE-FRANCE / LONDRES

Mise en perspective par le CROCIS des principaux indicateurs d'activité en Ile-de-France et dans le Grand Londres depuis la récession de 2008-2009.

— Calendrier : 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

## TOURISME ET TOURISME D'AFFAIRES (PARTENARIATS)

- Les flux d'affaires générés par les salons pour les entreprises exposantes, **en partenariat avec la DGE, Unimev et le CEP**. Estimation du montant des transactions sur un salon, du retour sur investissement pour les PME et de la part des exportations réalisées sur les salons par les PME.

- La consommation touristique à Paris Ile-de-France, **en partenariat avec l'Insee Ile-de-France et le CRT Paris Ile-de-France**. Impact du tourisme sur le tissu économique et l'emploi francilien.

- Les rencontres et événements d'affaires à Paris Île-de-France ». Bilan d'activités annuel des parcs et sites de congrès franciliens.

- Benchmark international de places dans les secteurs des congrès et salons (après la phase 1 réalisée en 2014, pérennisation des « ranking » en termes d'activités et approfondissement des best practices de nos concurrents).

— Calendrier : 4<sup>ème</sup> trimestre 2015

## ÉCONOMIE CIRCULAIRE (EN RELATION AVEC LES TRAVAUX SUR LA COP 21)

Le projet a également comme objectif d'identifier les principales sources d'innovation générées par la mise en œuvre de l'économie circulaire ; d'analyser les enjeux des entreprises en matière d'économie circulaire ; d'identifier les leviers qui encouragent la mise en œuvre de l'économie circulaire ; d'explorer l'éventail des différents objectifs et besoins des économies en termes d'économie circulaire, c'est-à-dire en termes d'écoconception des produits et de réduction de déchets en amont, de remplacement de la vente de produits par la vente de services ou la location (e.g. économie de fonctionnalité), le réemploi, la réparation, la réutilisation et le recyclage. Enfin, il permettra de créer une plateforme d'échanges d'expériences et de pratiques exemplaires et d'examiner l'évolution mondiale récente dans le domaine de l'économie circulaire. Cette étude contribuera également au programme de travail relatif à la compétitivité énergétique et à la Cop 21.

— Calendrier : 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

## COREE DU SUD : UNE ECONOMIE QUI SE REINVENTE ?

L'objectif de cet ouvrage, en collaboration avec la DGA/AIE et s'appuyant sur la transversalité avec les écoles de la Chambre, la DGA/ERF ou encore la CCI française en Corée (FKKCCI), est de s'interroger sur les nouveaux ressorts de l'économie sud-coréenne et les opportunités que ce nouveau modèle peut, le cas échéant, générer pour les entreprises françaises dans les domaines de l'économie créative plus particulièrement. L'étude sera publiée dans la collection Prospective & Entreprise.

— Calendrier : 1<sup>er</sup> semestre

## USINE 4.0 ET NOUVELLE POLITIQUE INDUSTRIELLE

— Calendrier : 3<sup>ème</sup> trimestre 2015

## SECRET DES AFFAIRES, CYBERCRIMINALITE ET POLITIQUES EUROPEENNES

Sur la base des travaux de la mission consultative et de l'IRPI en matière de secret des affaires, poursuivre les analyses relatives aux conséquences du digital sur la circulation de l'information, aux enjeux de transparence comme de protection et de gouvernance. Comment informer et former les PME ? Quelle politique européenne ?

— Calendrier : Janvier 2015 (adopté le 29/01/2015)

Chambre de commerce et d'industrie de région  
Paris Ile-de-France  
27, avenue de Friedland  
F - 75382 Paris Cedex 8

<http://www.cci-paris-idf.fr/etudes>

### Contact

Direction générale adjointe  
chargée des Etudes et de la Mission consultative  
Département Affaires Publiques et Valorisation  
Sabine Brac de La Perrière ☎ 01 55 65 75 61  
[sbracdelaperriere@cci-paris-idf.fr](mailto:sbracdelaperriere@cci-paris-idf.fr)